

Affaire de Lyon : quand l'État capitaliste tue

Déclaration de l'URC du 19 février 2026

La mort d'un jeune est toujours en soi un drame, mais que nous dit-il de notre société ? Ici à Lyon, cette mort intervient à la suite de la volonté d'en découdre d'un groupe de personnes d'extrême-droite armées et cagoulées venus « protéger » à leurs manières les militantes du groupe « Nemesis » qui voulaient perturber une conférence de la député franco-palestinienne Rima Hassan.

Ce mort, il faut le dire, n'est hélas pas le seul, ni le premier d'une liste trop longue de gens, souvent jeunes, **tués la plupart par la violence fasciste** qui s'exprime de plus en plus violemment et ouvertement encouragée par le système médiatique, paillasson du pouvoir : « 59 morts provoqués par des mouvements d'ultra-droite depuis 1989, contre 6 pour l'ultra-gauche » lit-on dans la presse ces jours-ci. **La différence étant bien sûr le traitement politique que ce même pouvoir fait de cette mort aujourd'hui**, le même mois où **Ismaël Aali**, 20 ans, a été victime d'un meurtre raciste au sud de Lyon ; la même semaine où **Frédéric Grochain**, un autre jeune de 31 ans, meurt faute de soins dans une prison où il n'aurait jamais dû être s'il n'avait pas été kanak, attaché à la liberté et la souveraineté de son peuple colonisé par la France. Mais personne ne lui a rendu hommage, à lui.

On se souvient de l'assassinat en plein Paris du rugbyman **Federico Martín Aramburu**, tué en 2022 par des militants d'extrême-droite, et faut-il remonter à **Clément Méric** tué en 2013, lui aussi lors d'une bagarre de rue, mais qui n'a pas eu les honneurs de l'Assemblée nationale ?

L'émotion dans la population aujourd'hui est d'autant entretenue par le pouvoir et ses médias que, en effet, contrairement à d'autres morts passées quasi inaperçues, celle-ci a eu droit, fait unique, à un hommage de l'Assemblée nationale, **ce qui fut refusé pour des victimes de violences fascistes et racistes**. Disproportion de traitement d'autant plus insupportable que l'hommage concerne non seulement une personne connue pour ses idées de droite extrême, **qui encore en mai dernier participait à une manif néo-nazie à Paris**, mais en plus parce que cette mort n'est pas intervenue à la suite d'une agression gratuite à la sortie d'un café ou dans une mosquée comme cela fut le cas récemment pour **Aboubakar Cissé** dans le Gard, mais dans le cadre d'un affrontement de rue organisé.

Dès lors, la seule question à se poser est celle-ci : Qui est responsable du fait que la jeunesse de ce pays en est, pour une part à se battre, non au sens figuré sur le terrain des idées, mais dans la rue au sens propre.

Comment un pouvoir peut-il tolérer que des groupes fascistes essaient, à Lyon ou ailleurs, de perturber tout débat quand en plus celui-ci concerne le refus d'un génocide que le pays en entier devrait refuser ? Il n'est pas tolérable que le pouvoir souhaite à présent interdire toute conférence ou débat sur les sites des universités, ce qui est donner raison à l'extrême-droite.

102 actes de violence graves dus à l'extrême droite identitaire sont recensés entre 2010 et 2025 sur la seule ville de Lyon. Mais que fait l'Etat face à ce terrorisme fasciste ?

Comment ne pas associer à **cette responsabilité l'ensemble des médias que possèdent 9 milliardaires qui en 2026**, font, comme il y a 80 ans, le choix du fascisme plutôt que celui de la remise en cause, même très partielle, du capitalisme ?

À force de légitimer les thèses les plus réactionnaires, de leur donner une vitrine sans cesse plus grande, on finit par ancrer dans la population, et particulièrement sa jeunesse, **l'idée que l'ennemi, ce ne sont pas les milliardaires qui s'enrichissent sur notre dos, qui militarisent notre économie, mais celles et ceux qui essaient de remettre en cause ce système. C'est cette politique, c'est cette machination systémique qui a tué à Lyon** et toutes les récupérations minables ou les instrumentalisation politiques n'y changeront rien.

C'est le capitalisme dos au mur et à bout de souffle qui voit comme seule issue le fascisme qui est responsable du fait que notre jeunesse s'affronte violemment en deux camps : celui qui attaque la liberté d'expression, attaque les locaux des associations, organisations progressistes et du mouvement ouvrier, agresse les immigrés et autres « minorités », et celui qui défend cette liberté d'expression et essaie de protéger les agressés en se substituant à un État défaillant.

L'instrumentalisation politico-médiatique de cette affaire pour en faire **le procès de l'antifascisme**, la tentation chez certaines forces politiques, de Glucksmann au RN en passant par la Macronie et les LR, de liquider la résistance et le front antifasciste est particulièrement inquiétant dans le moment actuel. **Le rassemblement, pour la défense des intérêts immédiats et notamment la protection de nos initiatives, manifestations, événements, de toutes les organisations ouvrières est nécessaire.**

L'enquête, pour peu qu'elle sorte du brouillard créé par les médias dominants, déterminera la part personnelle de responsabilité des personnes dans cette mort tragique, **mais il est à craindre qu'elle ne détermine pas, en l'état de la justice en France, quelles sont les responsabilités respectives du grand capital et du pouvoir et des médias à ses ordres**, et qu'elle reste silencieuse devant toutes les attaques odieuses qui touchent le camp progressiste, LFI en particulier - à laquelle nous apportons notre soutien -, et contribuent à légitimer la violence fasciste.

Nous qui sommes du camp de celles et ceux qui se battent pour un autre système, défendrons toujours dans ce combat le droit à s'exprimer pour dire oui à la liberté, oui au socialisme, non au capitalisme, à l'impérialisme et à ses guerres.



union pour la
reconstruction
communiste



@unionreconstructioncommuniste



@URCommuniste



<https://urcommuniste.fr>